

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Illustration M. Arrow pour Archipel, décembre 2021

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

FORÊT/ROUMANIE

Nous scions la branche sur laquelle nous sommes assis-es

En Roumanie, nos dernières forêts primaires et naturelles sont victimes des tronçonneuses à une vitesse incroyable. Depuis environ deux ans, une procédure d'infraction de l'Union européenne (UE) est en cours contre la Roumanie, mais rien n'a changé. Jour après jour, de plus en plus de forêts disparaissent, et avec elles l'habitat d'innombrables espèces animales et végétales – un patrimoine naturel unique.

Il ne reste en Europe que très peu de ces vieilles forêts qui ont poussé pendant des millénaires, quasiment épargnées de toute intervention humaine. Ces forêts primaires sont à la fois des hauts lieux de la biodiversité et de grands réservoirs de carbone. Elles sont donc cruciales pour la protection du climat et de la biodiversité. Environ un tiers des forêts primaires et des forêts naturelles de la zone climatique tempérée d'Europe se trouve en Roumanie. Le pays abrite encore un peu plus de 500.000 hectares de forêts primaires et naturelles potentielles selon l'étude Primofaro (Potential Primary and Old-Growth Forest Areas in Romania) réalisée par EuroNatur en 2019. Mais ces forêts sont soumises à une pression constante et continuent d'être abattues chaque jour, même dans les zones protégées: chaque arbre prélevé augmente les coupes à blanc et les dernières forêts primaires d'Europe se réduisent comme peau de chagrin.

Interdiction de détérioration

Depuis des années, les ONG suivent avec une inquiétude croissante la destruction de ces précieuses forêts, y compris dans les zones protégées telles que les parcs nationaux et les sites Natura 2000, ainsi qu'à proximité des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO¹. Les sites Natura 2000 font partie d'un réseau européen de zones protégées. Les États membres de l'UE sont donc tenus de respecter les directives existantes à cet égard et de les transposer dans leur législation nationale. Une partie de ces directives européennes consiste à ce que chaque État membre protège les habitats définis dans la directive (y compris les forêts vierges et naturelles) et s'assure qu'ils restent dans un bon état écologique ou qu'ils soient restaurés s'ils sont déjà dégradés. C'est ce qu'on appelle le principe de «non-détérioration». Des organisations environnementales telles qu'EuroNatur et

Agent Green ont déposé plusieurs plaintes auprès de l'UE en 2019 et 2020, car la Roumanie ne respecte pas ces accords. En février 2020, la Commission européenne est intervenue et a lancé une procédure d'infraction contre la Roumanie pour non respect de ces accords. Le pays a été prié d'adapter sa législation de manière à ce que les forêts situées dans les zones Natura 2000 soient réellement protégées, conformément à la législation européenne. Pourtant, ces dernières années, les organisations de protection de la nature ont continué à rassembler des preuves montrant que la déforestation massive se poursuit dans ces zones.

En été 2021, par exemple, de grandes coupes à blanc ont été découvertes sur le site Natura 2000 de Domogled, qui est également le plus grand parc national de Roumanie. Les coupes à blanc se situent très près du centre de la zone ainsi que des sites du patrimoine naturel mondial de l'UNESCO et concernent de très anciennes forêts primaires et naturelles d'une importance biologique exceptionnelle.

La Roumanie abrite en outre les plus grandes populations d'ours, de loups et de lynx d'Europe; de plus, les forêts primaires et naturelles sont l'habitat de nombreuses autres espèces endémiques et rares, comme le grand tétras (*Tetrao urogallus*), le pic tridactyle (*Picoides tridactylus*) ou le pique-prune (*Osmoderma eremita*). Les déforestations massives ne menacent pas seulement leurs moyens de subsistance, la connectivité écologique² entre les habitats est également mise en péril, ce qui peut conduire à l'isolement des populations et à une diminution de la variabilité génétique. Nos dernières forêts

primaires et naturelles sont indispensables à la préservation de la biodiversité.

Une dangereuse illusion

Il en va de même pour la protection du climat, car les vieilles forêts sont des puits de carbone de tous les superlatifs.

Malheureusement, une grande partie de la déforestation repose sur une vérité déformée: la biomasse issue du bois est vantée comme une «énergie verte». Or, il s'agit d'un leurre à deux égards: les forêts repoussent certes, mais la biodiversité et les cycles naturels sont perdus pour de nombreuses années, si ce n'est irrémédiablement. Le processus de combustion libère d'énormes quantités de CO₂, qui doivent être stockées pendant des siècles avant que la forêt ne puisse se renouveler. La combustion du bois libère donc en très peu de temps une grande quantité de CO₂, précisément celui qui était stocké dans les arbres. De plus, sur les surfaces où se trouvait la forêt, le CO₂ stocké dans le sol en grande partie sans végétation est également libéré. Il faudra plusieurs décennies pour stocker à nouveau ces quantités de CO₂.

Cela montre clairement que la production d'énergie à partir de la biomasse ligneuse – en particulier lorsqu'il s'agit de bois provenant de forêts anciennes – n'est pas durable et ne devrait pas être présentée ainsi. C'est pourquoi les différentes organisations de protection de la nature s'allient pour que la production d'énergie à partir de la biomasse ligneuse ne soit plus prise en compte dans les objectifs en matière d'énergies renouvelables.

La directive européenne sur les énergies renouvelables (RED - *Renewable Energy Directive*) est actuellement en cours de révision, ce qui rend le moment propice à cette revendication. Le bois des forêts primaires et naturelles ne doit pas être brûlé pour un gain d'énergie à court terme. Les vieilles forêts doivent rester intactes jusqu'à ce que les arbres meurent d'eux-mêmes et que le cycle recommence!

Une autre grande partie du bois extrait des dernières forêts vierges et naturelles est utilisée pour la production d'aggloméré et de meubles bon marché. Malgré l'abattage illégal, il n'y a aucune conséquence juridique pour les entreprises forestières.

Pendant ce temps-là, les autorités roumaines continuent d'affirmer que tout est sous contrôle dans les forêts vierges et naturelles du pays. En effet, des modifications législatives ont été apportées, mais malheureusement, en y regardant de plus près, on constate qu'elles n'ont aucun effet positif et que les forêts continuent d'être déboisées.

Le système national de suivi des transports de bois appelé SUMAL 2.0, un programme en ligne avec application intégrée, en est la preuve. Il permet de suivre les zones dans lesquelles des transports de bois ont eu lieu les trois jours précédents. L'application montre l'ampleur du phénomène: environ 45.000 transports par jour y sont enregistrés. Les photos que les chauffeurs doivent télécharger montrent parfois des troncs de plusieurs mètres d'épaisseur de très vieux arbres – qui proviennent très probablement de

zones protégées. Et SUMAL 2.0 ne montre que les transports qui sont officiellement enregistrés!

Au cours des deux années qui se sont écoulées depuis le début de la procédure d'infraction de l'UE, rien n'a donc fondamentalement changé en Roumanie. Il faudrait maintenant que la Commission européenne passe enfin à l'étape suivante et traduise les autorités roumaines devant la Cour de justice européenne. Il existe aujourd'hui suffisamment de preuves que les

forêts paradisiaques ne sont pas suffisamment protégées sur les sites Natura 2000 et autres zones protégées de Roumanie.

Janinka Lutze*
EuroNatur

* <<https://www.euronatur.org/>>

1. Les „Forêts primaires et anciennes de hêtres des Carpates et d'autres régions d'Europe“ sont un ensemble de sites naturels exceptionnels de forêts tempérées complexes. Cette série rassemble aujourd'hui 94 forêts réparties sur 18 pays allant de l'Espagne jusqu'à l'Ukraine.
2. La connectivité écologique est définie comme étant le degré de connexion entre les divers milieux naturels présents au sein d'un même paysage, au niveau de leurs composantes, de leur répartition spatiale et de leurs fonctions écologiques.

KIOSQUE

La fabrique des pandémies*

Marie Monique Robin, journaliste et réalisatrice française, est connue entre autres pour ses ouvrages *Le monde selon Monsanto* et *Le Roundup face à ses juges*. Comme c'est le cas pour nous toutes, l'apparition du Covid-19 a fortement influencé son travail – et l'a en même temps inspirée.

Au printemps 2021, son nouveau livre a paru, basé sur des recherches et écrit à une époque marquée par les confinements et les restrictions. Un «livre du confinement» dans lequel l'autrice s'est penchée sur les causes de la pandémie du Covid-19. Pour son livre, Mme Robin a interrogé 62 chercheur/euses du monde entier lors de vidéoconférences. Le résultat est un constat effrayant: ce qui s'est abattu sur beaucoup d'entre nous de manière surprenante ne l'était pas pour de nombreux scientifiques, car les périls pandémiques sont de longue date bien identifiés par les chercheur/euses. Cela fait plus de 20 ans qu'iels tirent la sonnette d'alarme: le déclin de la biodiversité, causé par les activités humaines, conduira à une augmentation de l'incidence, voire à une véritable épidémie de pandémies. Alors que, dans les années 1970, une nouvelle pathologie infectieuse était découverte tous les dix à quinze ans, depuis les années 2000, au moins cinq émergences sont identifiées chaque année. Plus de 60 % des maladies infectieuses émergentes apparues entre 1940 et 2004 font partie de zoonoses.

Les zoonoses sont des maladies infectieuses d'origine animale transmises à l'humain. Depuis la domestication des animaux il y a 17.000 ans – mais surtout, depuis le néolithique et la sédentarisation, il y a 12.000 ans – les êtres humains et les animaux sont entrés en contact étroit et régulier. Cela a également augmenté la probabilité que des pathogènes (virus, bactéries, champignons, parasites) se transmettent à un nouvel hôte. Certaines des maladies infectieuses les plus redoutées de notre histoire sont passées des animaux à l'humain, comme la rougeole, dont les agents pathogènes proviennent de bovins. Il est également très probable que le coronavirus SARS-CoV-2 soit passé d'une espèce animale aux humains.

Une augmentation rapide des zoonoses

Les études scientifiques montrent que le risque d'apparition de zoonoses est le plus élevé dans

les régions du monde caractérisées par une forte anthropisation, c'est-à-dire la transformation des paysages et des habitats naturels par l'action humaine. D'autres facteurs entrent également en compte: la croissance démographique, le changement climatique et une forte intégration de la région concernée à l'économie mondiale.

Il convient de noter qu'une étude scientifique basée sur une modélisation a identifié Wuhan en Chine comme l'un des «hot spots» potentiels pour l'apparition de maladies infectieuses émergentes – et ce avant que le Sars-CoV-2 n'entre en scène...

Un facteur qui pèse particulièrement lourd dans toutes les études est la forte déforestation. La destruction totale ou partielle d'une forêt tropicale modifie profondément le comportement et la diversité de sa faune. En raison de la perte d'habitat, certaines espèces animales sont contraintes de partager leur habitat avec des humains, ce qui rend plus probable l'échange d'agents microbiens entre eux. En outre, dans de nombreux endroits, l'agriculture et l'élevage s'installent sur des surfaces forestières défrichées. De nombreuses espèces d'animaux de rente peuvent constituer des hôtes intermédiaires pour des agents pathogènes et former ainsi un pont épidémiologique entre animaux sauvages et êtres humains. Le stress et la faible diversité génétique entre les animaux dans les élevages industriels de porcs et de volailles créent des conditions idéales pour l'épanouissement de pathogènes, une augmentation de leur virulence et leur propagation à l'humain.

Le recul de l'habitat approprié par la déforestation peut avoir également un impact sur la situation épidémiologique en raison de la perte de diversité biologique. Par exemple, la disparition des grands prédateurs qui maintenaient en équilibre les mammifères plus petits, dont certains sont de bons réservoirs pour les pathogènes – tels que les rongeurs – et qui du coup prolifèrent.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Železna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Février 2022 - Nr. 311 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org



Illustration M. Arrow pour Archipel, janvier 2022

Le rôle protecteur de la biodiversité

La biodiversité peut donc nous protéger contre les maladies infectieuses émergentes. Or, on pourrait intuitivement supposer qu'une grande biodiversité animale implique une grande variété d'agents pathogènes et donc un risque élevé de transmission aux humains. La première partie est effectivement vraie: les «hot spots» de biodiversité sont riches en micro-organismes de toutes sortes: virus, bactéries ou parasites. Mais en même temps, le nombre total de maladies émergentes dans une région est positivement corrélé au nombre d'espèces de mammifères et d'oiseaux menacées d'extinction. Cela signifie que plus il y a d'espèces menacées, plus le nombre de maladies émergentes est élevé. Dit autrement, les épidémies de zoonoses et les maladies à transmission vectorielle sont liées aux pertes de biodiversité. Et à l'inverse, cela signifie qu'un environnement diversifié nous protège contre les maladies infectieuses émergentes.

D'une part, dans un écosystème intact, il existe des mécanismes qui maintiennent à un faible niveau la densité de population d'une espèce qui pourrait servir de réservoir naturel à des pathogènes. C'est ce qu'on appelle l'«effet dilution» qui a été démontré par de nombreuses études empiriques. D'autre part, la biodiversité environnementale joue un rôle clé pour la construction du système immunitaire et d'un microbiome¹ équilibré chez les humains. Les recherches les plus récentes montrent l'importance du contact avec un environnement naturel et diversifié dans la petite enfance pour prévenir le développement d'allergies, de maladies auto-immunes ou inflammatoires. Cela pourrait également contribuer au contrôle du Sras-Cov2: le développement d'une réponse immunitaire efficace et adaptée peut endiguer l'infection virale, tandis que l'activation incontrôlée des cellules immunitaires innées par un virus peut conduire à un «orage de cytokines²» et une hyper inflammation des poumons, laquelle peut entraîner un syndrome de détresse respiratoire aiguë et la déficience de multiples organes.

La pandémie de Covid-19 montre clairement que nous faisons partie des écosystèmes et que notre santé est étroitement liée à celle de notre

planète. Toutes les activités humaines ayant un impact sur la biodiversité, l'eau, le sol, le climat, etc. interviennent et interagissent avec notre santé. Par exemple, le réchauffement climatique modifie la propagation des maladies infectieuses. La décongélation d'un renne infecté par l'anthrax, conservé depuis 75 ans dans le «permafrost» sibérien, a entraîné en 2016 la résurgence d'une épidémie mortelle pour les rennes et a également provoqué la mort d'un enfant de la maladie du charbon. L'Europe n'est pas épargnée: les premiers cas de dengue sont apparus dans le sud de la France, et tout indique que le moustique vecteur continuera son ascension vers le Nord. En fait, la santé humaine peut être utilisée comme bioindicateur du fonctionnement des écosystèmes: plus un environnement est dégradé, plus l'état de santé des personnes en souffre. Et cela s'applique également à la santé mentale. L'amour

de la nature et des autres formes de vie dans les écosystèmes, également appelé biophilie, est inné chez les humains. C'est ce qui explique par exemple les effets positifs qu'une marche en forêt peut avoir sur le bien-être et l'équilibre intérieur. Le «bain de forêt» (Shirin Yoku) est aujourd'hui une méthode reconnue de gestion du stress.

Il est temps que les pouvoirs publics comprennent que la santé de l'humain dépend de la santé des écosystèmes et des animaux – tout est lié. Il est également temps que les politiques agissent pour arrêter le changement climatique et la destruction de la biodiversité, dont les effets synergiques ont déjà des conséquences désastreuses sur la santé publique. Enfin, il est également grand temps de réduire drastiquement les inégalités sociales. Car le fardeau de la charge sanitaire n'est pas réparti de manière égale, les plus pauvres sont les plus touchés. Les activités humaines qui détruisent les écosystèmes créent quelques gagnant-es et de nombreux/ses perdant-es. Seuls de profonds changements sociaux et économiques, dès aujourd'hui, permettront d'éviter de futures pandémies. Si nous ne repensons pas radicalement notre rapport à la nature et aux animaux, nous entrerons dans une ère de confinement chronique qui nous coûtera très cher humainement et économiquement. Et ce ne sont pas les solutions technologiques qui nous sauveront: la solution à long terme n'est pas de courir après un énième vaccin, censé protéger contre une énième maladie infectieuse. Le meilleur antidote contre l'émergence de maladies infectieuses est la préservation de la biodiversité.

* Robin, Marie-Monique *La Fabrique des Pandémies – Préserver la biodiversité, un impératif pour la santé planétaire*. La Découverte, 2021

1. Les microbes qui font partie intégrante des organismes vivants sont appelés le microbiome.
2. Un «orage de cytokines» est une production excessive de cytokines déclenchée par un agent pathogène et qui se manifeste par une violente réponse inflammatoire du système immunitaire. C'est une réponse inadaptée, nocive et généralement mortelle sans traitement approprié.

HAUT-PARLEUR

L'heure est à la solidarité internationale contre la guerre

Face à la menace d'une offensive militaire russe en Ukraine, une partie de la gauche européenne exprime en premier lieu une position anti-américaine. A ce sujet nous vous proposons un appel d'un groupe de gauchistes ukrainien·nes (si si, iels existent!), traduit en français sur le blog *Arguments pour la lutte sociale*¹. Même si ce texte sera sans doute dépassé lorsque vous le lirez, il nous paraît soulever des questions pertinentes, et pas seulement par rapport à l'Ukraine.

Le Kremlin a ordonné à l'armée russe de se tenir aux frontières ukrainiennes, et menace d'intervenir si les États-Unis, l'OTAN et l'Ukraine ne répondent pas à ses demandes. Nous, socialistes ukrainien·nes, appelons la gauche internationale à condamner les politiques impérialistes du gouvernement russe et à montrer leur solidarité avec les peuples qui ont souffert de la guerre qui a duré au moins huit ans et qui vont probablement souffrir d'une nouvelle. Avec cet appel, le *Mouvement*

*social*² dévoile le phénomène de la renaissance de l'impérialisme russe, décrit la situation au Donbass, et propose des étapes pour assurer la paix.

La résurrection de l'impérialisme russe

Après l'effondrement de l'URSS, une seule superpuissance a dominé le monde – Les États-Unis. Mais rien ne dure pour toujours et maintenant son hégémonie décline. Les interventions américaines en Afghanistan et Irak ont

engendré des guerres catastrophiques pour les peuples de ces pays et se sont terminées de façon honteuse pour les États-Unis. Malheureusement, le déclin de l'impérialisme américain a été accompagné non pas par une émergence d'un monde plus démocratique mais par la montée d'autres prédateurs impérialistes, fondamentalistes et de mouvements nationalistes. Dans ces circonstances, la gauche internationale, habituée à la lutte contre l'impérialisme occidental, doit revoir sa stratégie.

Au cours des dernières décennies, il y a eu une renaissance de l'impérialisme russe, qui maintenant essaie d'amener les États-Unis à redistribuer les sphères d'influence dans le monde. Les faits montrent que tomber sous l'influence de la Russie de Poutine n'apporte rien de bon aux peuples. En ce moment même, les troupes russes sont au Kazakhstan avec la volonté de réprimer avec force le soulèvement populaire. Ces actions confirment la nature réactionnaire de l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective), qui a été créée non pas pour protéger les États d'une agression extérieure, mais pour renforcer l'influence du Kremlin et protéger les régimes impopulaires d'une révolution. De facto, les troupes russes au Kazakhstan protègent aussi les intérêts des capitalistes américains et des Anglais, qui détiennent une part significative de l'industrie pétrolière au Kazakhstan.

Les Russes ont joué un rôle similaire dans les protestations biélorusses. Le Kremlin a envoyé ses propagandistes pour remplacer les salariées des médias en grève et a annoncé la formation d'une réserve de responsables de la sécurité prête à être envoyée au Bélarus. Comme au 19^e siècle, lorsque l'empire russe était le gendarme de l'Europe, le régime de Poutine est en train de faire barrage à tout changement politique ou social dans l'espace post-soviétique – n'importe quel mouvement social sur ce territoire est obligé de réfléchir à comment ne pas devenir irritant pour le Kremlin.

Nous exprimons notre gratitude et solidarité aux militant·es russes de gauche qui s'opposent aux politiques impérialistes du Kremlin et qui luttent pour une transformation démocratique et sociale dans leur pays. Seule une révolution en Russie et le renversement du régime de Poutine pourront apporter une stabilité, une paix et une sécurité dans les pays post-soviétiques.

La situation au Donbass

Le Kremlin accuse les autorités ukrainiennes de programmer une offensive militaire au Donbass, mais c'est un flagrant mensonge. La politique du président ukrainien Zelensky montre qu'après de multiples tentatives infructueuses pour établir la paix après être arrivé au pouvoir, il a abandonné ses plans pour changer les choses au Donbass. Nous condamnons les politiques néolibérales et nationalistes des autorités ukrainiennes, mais elles ne justifient en aucun cas la menace impérialiste de la Russie.

La Russie accuse constamment l'Ukraine de ne pas répondre aux exigences politiques des accords de Minsk, mais viole constamment les exigences sécuritaires de celui-ci. Le dernier exemple était l'arrêt par la Russie du mandat de la mission de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération

en Europe) concernant le contrôle des frontières russo-ukrainiennes, bien qu'il soit assuré dans le paragraphe 4 du Protocole de Minsk. En ce qui concerne les républiques autoproclamées contrôlées par le Kremlin, il y a toujours eu incomparablement plus de restrictions sur la liberté de mouvement des représentant·es de la mission de l'OSCE sur la ligne de front, mais malgré ces obstacles, l'OSCE a enregistré plusieurs fois plus de violations des conditions de retrait des armes lourdes de la ligne de front précisément par la «DPR» (République populaire de Donetsk) et la «LPR» (République populaire de Lougansk). Mais l'élément principal est la clause 10 de Minsk-2, qui n'a jamais été mise en œuvre: «*Le retrait de toutes formations armées étrangères, d'équipements militaires, aussi bien que des mercenaires du territoire ukrainien sous la supervision de l'OSCE. Le désarmement de tous les groupes illégaux*». Il y avait et il y a des troupes russes au Donbass, mais le Kremlin le nie toujours hypocritement.

Contrairement au mythe populaire parmi certains gauchistes occidentaux, les régimes des DPR et LPR ne sont pas le résultat d'une volonté populaire. Les dirigeants de la DPR et de la LPR sont intégrés dans les rangs des élites dirigeantes de la Fédération de Russie et sont devenus le porte-parole des sentiments prédateurs les plus agressifs. Dans les territoires des «républiques» elles-mêmes, toute activité politique d'opposition, même la plus loyale envers le gouvernement russe, est réprimée.

Dans le même temps, les territoires des «républiques» sont rapidement désindustrialisés. Les infrastructures se détériorent, et les réseaux de transports publics sont démantelés dans les villes. Même pour les entreprises dont les produits sont exportés vers la Fédération de Russie, les retards de salaires sont devenus la norme. Les manifestations de travailleur·euses culminent dans l'enlèvement de militant·es et l'apparition de véhicules militaires.

De plus, le Donbass est déjà devenu une zone d'effondrement environnemental. Plusieurs mines sont fermées sans mesures appropriées de conservation, ce qui a engendré la contamination de l'eau potable. Selon les estimations de l'ONU, le Donbass, bien qu'étant la région la plus peuplée d'Ukraine, est aussi la région qui possède le plus de mines terrestres au monde.

Que faut-il faire?

Maintenant, le Kremlin nie la souveraineté de l'Ukraine et la possibilité de négociations directes entre la Russie et l'Ukraine. Le gouvernement russe veut réaliser un accord sur tout avec les États-Unis, en rejetant complètement l'Ukraine. Cependant la décision de résoudre le conflit doit être prise en tenant compte des volontés du peuple dont les vies dépendent directement du conflit et de la manière dont celui-ci sera résolu. L'Ukraine ne doit pas devenir une monnaie d'échange dans les accords entre les deux États impérialistes.

Nous luttons pour une Ukraine neutre et en paix, mais pour cela le Kremlin doit arrêter sa politique impérialiste agressive, et l'Ukraine doit bénéficier de garanties de sécurité plus sérieuses que le mémorandum de Budapest,

piétiné de façon flagrante par la Fédération de Russie en 2014.

Il ne faut pas se faire d'illusion sur la politique des gouvernements occidentaux qui servent le grand capital et leur propre intérêt, nous pensons que les intérêts des travailleur·euses ukrainien·es ne peuvent être pris en compte que sous la pression des mouvements progressistes et de l'opinion publique de ces pays.

Tout d'abord, il est nécessaire de mettre un terme aux hostilités dans le Donbass et prévenir les possibles provocations sur la ligne de front, d'un conflit armé, qui pourrait être un prétexte d'une nouvelle intervention. Par conséquent, la première étape serait la mise en place d'un contingent de maintien de la paix de l'ONU au Donbass. Nous sommes conscient·es des problèmes qui existent avec les missions de maintien de paix et nous nous rappelons que parfois les casques bleus ne préviennent pas les violences massives. Mais dans les circonstances ukrainiennes, c'est un cas de force majeure.

La question d'une solution politique de long terme du conflit doit être résolue seulement après avoir résolu les problèmes sécuritaires. La fin des hostilités réduira la gravité du conflit et il sera ensuite plus facile d'engager de possibles compromis. Les conditions d'une future réintégration doivent aussi être préparées. Les prochaines étapes seront:

- Le retrait complet des troupes russes du Donbass. Un des meilleurs moyens de pression sur les dirigeants de la Fédération de Russie serait la saisie des propriétés et des biens des oligarques russes et des fonctionnaires, à Londres et ailleurs.
- La création d'un programme international pour la restauration des régions touchées par la guerre et l'aide pour ses habitant·es (y compris à travers la confiscation de ce qui a été pillé par les oligarques russes et ukrainiens).
- La révision du processus socio-économique proposé à l'Ukraine par les Occidentaux: au lieu de réformes destructrices néolibérales sous la pression du FMI, l'annulation de la dette extérieure ukrainienne.
- Des politiques humanitaires plus inclusives et progressives en Ukraine, mettant fin à l'impunité pour l'extrême droite ukrainienne et abolissant les lois de «dé-communisation».
- Disposition de garanties pour le respect des droits humains pour celles et ceux qui vivent dans la DPR et la LPR, l'adoption d'une loi d'amnistie pour celles et ceux qui n'ont pas commis de crimes de guerre.

La guerre au Donbass a détruit les vies de milliers de personnes et a forcé des millions de gens à quitter leur maison. La menace d'une escalade rapide en Ukraine comme épée de Damoclès réduit considérablement la portée de politiques progressistes. Le futur du mouvement socialiste en Ukraine dépend de la solidarité internationale.

Des militant·es socialistes ukrainien·es regroupé·es dans le groupe
Mouvement Social

1. <<https://aplutsoc.org/2022/01/13/>>

2. « Sotsialniy Rukh » ; c'est-à-dire «Mouvement social» est un groupe d'activistes anticapitalistes en Ukraine, qui s'engage dans les grands centres urbains dans de nombreuses bagarres: antifascisme, droits des LGBT, en faveur d'une société plus sociale et contre la répression policière. Leur site : <<https://rev.org.ua/>>

bell hooks

Gloria Jean Watkins, plus connue sous son nom de plume bell hooks, scientifique, autrice et militante féministe afro-américaine, est décédée à la fin de l'année dernière, le 15 décembre 2021, à Berea, dans l'État américain du Kentucky. Par ses analyses, elle montre la fonction destructrice du patriarcat et proclame une sororité, si importante pour le combattre.

"Il est clair que nous ne pouvons pas inverser un système tant que nous participons à un déni collectif quant à son impact sur nos vies. Le patriarcat exige la suprématie masculine par tous les moyens nécessaires, et pour cela, il autorise et encourage la violence sexiste et ferme sciemment les yeux sur elle". Bell hooks est née le 25 septembre 1952 à Hopkinsville, dans le sud des États-Unis, et a grandi dans une famille de la classe ouvrière, entourée de cinq sœurs et d'un frère, son père était vider et sa mère employée de maison. Elle écrit que son expérience de grandir pauvre, noire et femme a eu une profonde influence sur elle et lui a fait prendre conscience très tôt des rapports de genre, de classe et de race. Dès son enfance, elle fait l'expérience du racisme, notamment dans les écoles publiques soumises à la ségrégation raciale. Consciente de la violence exercée contre les femmes noires, elle refuse radicalement un avenir de femme de ménage ou au foyer. Hooks est avide d'apprendre, lit beaucoup, écrit des poèmes et rêve de devenir autrice. En 1978, elle publie son premier recueil de poèmes. Après avoir obtenu son diplôme de fin d'études secondaires, elle commence à étudier la littérature à la prestigieuse université de Stanford, étant l'une des rares femmes noires, de surcroît issue d'un milieu modeste. Pendant ses études, bell hooks découvre l'invisibilité totale des femmes noires dans l'Histoire. Dès lors, elle commence à faire des recherches sur l'existence des femmes noires et sur leurs histoires. Ce travail est à la base de son grand ouvrage *Ain't I a woman: Black Women and Feminism*² - qu'elle publie en 1981, à l'âge de 19 ans.

Intersectionnalité

Dans ce livre, œuvre majeure du mouvement *Black Feminism*, bell hooks décrit les processus de marginalisation des femmes noires aux États-Unis et la double discrimination dont elles sont victimes: la discrimination en tant que femme et la discrimination en tant que noire. En 1989, l'autrice féministe américaine Kimberlé Crenshaw définissait le concept d'intersectionnalité, c'est-à-dire le chevauchement de plusieurs rapports de domination qui conduisent à une oppression fondée sur la classe, le sexe et la race. Dans *Ain't I a woman*, bell hooks aborde plusieurs thèmes que l'on retrouve dans nombre de ses œuvres: l'expérience des esclaves noires, l'histoire et l'impact du sexisme et du racisme sur les

femmes noires, la dévalorisation de la féminité noire, le rôle des médias, de l'éducation et de l'impérialisme patriarcal blanc, ainsi que le dénigrement de la race, de la classe et du sexe au sein du féminisme. «Les femmes noires avaient l'impression qu'on leur demandait de choisir entre un mouvement noir qui servait principalement les intérêts des hommes noirs sexistes et un mouvement féministe qui servait principalement les intérêts des femmes blanches racistes»³. Après avoir rédigé une thèse sur l'écrivaine noire Toni Morrison en 1983, bell hooks est devenue professeure d'études africaines et afro-américaines à l'université de Yale dans le Connecticut. Pour elle, la pédagogie est une pratique de la liberté. Selon elle, la société ne peut être changée qu'en désapprenant et en détruisant tous les systèmes de domination et d'oppression, et en apprenant des méthodes pour comprendre, critiquer et analyser le monde. La sororité, la solidarité politique entre femmes, est un concept central dans l'œuvre de bell hooks. «La véritable solidarité politique consiste à apprendre à lutter contre l'oppression que l'on ne subit pas soi-même». (...) «Nous pouvons être sœurs, unies par des intérêts et des convictions communs, unies dans notre diversité, unies dans la lutte que nous menons pour mettre fin à l'oppression sexiste, unies dans la solidarité politique»⁴. L'oppression de genre, de classe et de race a les mêmes racines, la lutte pour la libération sexuelle doit être la même que la lutte pour la libération des races.

La véritable sororité doit construire de véritables alliances entre les femmes et non reproduire des systèmes de domination et d'oppression. «Ne considérons pas ces choses séparément. Regardons comment elles convergent»⁴.



Portrait de bell hooks, en couverture de son ouvrage *Ain't I a woman?*, 1981

Haine et amour

La concurrence entre femmes est à ses yeux un produit de l'idéologie sexiste. «C'est le sexisme qui conduit les femmes à se percevoir comme des menaces les unes pour les autres sans raison apparente. Le sexisme leur enseigne à être des objets sexuels pour les hommes; mais quand des femmes qui ont rejeté ce rôle considèrent avec hauteur et mépris celles qui 'n'en sont pas là', elles restent sous l'emprise du sexisme. Le sexisme conduit les femmes à dénigrer les tâches parentales en survalorisant leur emploi et leur carrière. De même, c'est parce qu'elles adhèrent à l'idéologie sexiste que certaines femmes enseignent à leurs enfants qu'il n'existe que deux types de schémas comportementaux: la domination ou la soumission. Le sexisme apprend aux femmes à détester les femmes, et, consciemment ou non, nous ne cessons de mettre cette leçon de haine en pratique dans nos échanges quotidiens.»⁵

Il y a des décennies déjà, elle a réfléchi à l'amour d'une manière qui semble à nouveau très actuelle aujourd'hui. «Quelqu'un qui abuse de toi ne t'aime pas», dit-elle en 2002 dans une interview. «On pourrait penser que cela va de soi. Mais en fait, nous sommes si nombreux/ses à avoir été blessés d'une manière ou d'une autre dans notre enfance que nous devons vraiment nous défaire de l'idée que quelqu'un-e qui nous fait du mal peut aussi nous aimer». Aujourd'hui, on parlerait probablement de «relation toxique».

La manière dont bell hooks parlait et réfléchissait à l'amour a sans doute également influencé Mona Chollet, autrice de *Réinventer l'amour. Comment le patriarcat sabote les relations hétérosexuelles*⁶.

Certains livres de bell hooks ont enfin été publiés par différentes maisons d'édition au cours des dernières années. Vous avez pu lire dans ces colonnes il y a deux ans le texte «Comprendre le patriarcat»⁷.

Merci bell hooks pour ta contribution essentielle à la compréhension des contextes patriarcaux et pour ton invitation à les déconstruire. Cela vaut vraiment la peine de lire tes œuvres – elles nous ouvrent les yeux et les sens.

Constanze Warta
Rédactrice Archipel
Traduit et adapté par
Joëlle Meunier
Rédactrice Archipel

1. Tiré de *The will to change, Men, Masculinity, and Love*, traduit en français sous le titre *La Volonté de changer. Les hommes, la masculinité et l'amour*, Éditions divergences, 2021.

2. Ouvrage traduit en français en 2015 par Olga Potot, sous le titre *Ne suis-je pas une femme? Femmes noires et féminisme*, dans la collection *Sorcières* des éditions Cambourakis, et préfacé par la réalisatrice française Amandine Gay.

3. Tiré de *Ne suis-je pas une femme? Femmes noires et féminisme*.

4. *ibid.*

5. Tiré de «Sorority: Political Solidarity between Women», *Feminist Review*, no 23, 1986, traduit et publié en français en 2015 dans infokiosques.net sous le titre *Sororité: La solidarité politique entre les femmes*.

6. Paru à La Découverte, collection *Zones*, en 2021.

7. Publié auparavant sur <infokiosques.net>. Paru dans Archipel n° 283, 284 et 285. Vous trouverez les 3 articles dans les archives de notre site <forumcivique.org> en utilisant le mot-clé «bell hooks».

Une nouvelle immersion dans la mer de plastique

Presque 22 ans après les émeutes pogromistes d'El Ejido contre les travailleurs marocains, je me trouve à nouveau dans le sud de l'Espagne. En avril 2000, j'avais participé à une délégation internationale du Forum Civique Européen. Nous avons alors été choqués par l'exploitation brutale et implacable des migrant·es, par un racisme sans retenue et sans complexe et par un modèle de production sophistiqué de l'agriculture industrielle moderne.

Dans le rapport de la délégation «*El Ejido - Terre de non-droit*», nous avons également souligné les faiblesses et les fragilités de ce système: de telles situations inhumaines suscitent toujours plus de résistance des travailleuses/eurs; la concurrence avec le Maroc et d'autres pays où les salaires sont plus bas menace à long terme la suprématie de l'Espagne pour être le jardin d'hiver de l'Europe; les coûteux forages d'eau dans des couches toujours plus profondes (plus de mille mètres) pour trouver des nappes phréatiques sans sel et l'utilisation intensive de pesticides entraînent des coûts supplémentaires et menacent la continuité de cette production intensive.

Quelle est la situation aujourd'hui?

Aujourd'hui le racisme, le fascisme, la misogynie et l'homophobie sont entrées dans les institutions andalouses et espagnoles par le biais de VOX (parti d'extrême droite ultralibéral, représenté au parlement régional depuis 2018), en accord avec le Partido Popular (parti de droite classique, qui a su se rajeunir et faire peau neuve suite aux scandales qui l'ont mené à une condamnation par le tribunal suprême de

justice pour corruption organisée dans les trois échelons de gouvernance, mairies, régions et entreprises de État, après l'investigation appelé *Trama Gurtel*)¹. Une coalition de droite/extrême droite est actuellement à la tête du gouvernement andalou et de la mairie de El Ejido, 21 ans après ces événements haineux. Le racisme est aujourd'hui plus insidieux qu'hier, il se faufile dans les programmes de l'éducation publique impulsés par la région, dans les bureaux où sont traités les dossiers des personnes migrantes; des incendies réguliers dans les bidonvilles ou vivent les travailleuses/eurs agricoles de Almeria à Huelva, sous le regard impassible des autorités locales, régionales et nationales; des banques éthiques (*Triodos bank*, un exemple) soutiennent des entreprises du bio qui ont tout, sauf de l'éthique...²

Nous sommes encore profondément bouleversés lorsqu'on nous sommes confrontés de près à la situation des travailleurs/euses agricoles. Outre une publicité en espagnol pour les dernières variétés hybrides, on trouve aussi cette publicité en arabe. Une situation encore plus grave, c'est la mise en vente de lambeaux de plastique et de tuyaux d'irrigation usés ainsi

que de cartons pour la construction des habitations misérables, encore nombreuses aujourd'hui.

Le système d'exploitation et de production continue de fonctionner «parfaitement». La grave crise économique qui a frappé l'Espagne n'a pas non plus posé de problème à ce secteur. Alors que l'on parlait à l'époque d'environ trente mille hectares de plastique, on estime aujourd'hui que la mer de plastique, qui grimpe aussi sur les flancs des montagnes, s'étend sur plus de soixante mille hectares. Il y a aussi des exploitations bio et Demeter qui profitent de ce système productif pour mettre sur le marché des fruits et légumes à bas prix. Si à l'époque, on avait l'impression que les pesticides étaient utilisés sans retenue et en masse, on trouve aujourd'hui de nombreux spécialistes et conseillers en matière d'insectes utiles, de pièges à hormones, de filets anti-insectes et aussi de produits biologiques contre les maladies fongiques et les ravageurs. Les pesticides sont utilisés de manière beaucoup plus ciblée.

La main-d'œuvre pour cette immense zone de production ne manque pas non plus, et elle semble infinie. Elle se renouvelle en permanence: ceux qui le peuvent se régulariseront souvent ailleurs. Les nouveaux arrivant·es, généralement des sans-papiers, les remplacent; la concurrence entre les demandeurs/euses d'emploi est toujours très forte.

Des gouttes d'espoir dans un océan de plastique

Le syndicat indépendant SOC-SAT d'Andalousie participait déjà à notre délégation en 2000. Avec le soutien financier du Forum Civique Européen et d'autres organisations, il gère depuis plus de vingt ans trois bureaux syndicaux à Almeria, El Ejido et Nijar (ce local s'appelle Ascen Uriarte, en mémoire d'Ascen (1958 - 2006), qui avait initié la délégation en Andalousie à l'époque).

Pendant les heures d'ouverture des locaux, les travailleurs/euses font la queue pour être conseillé·es; l'avocate Laura mène de nombreux procès qu'elle gagne généralement, car les entreprises et les propriétaires ne respectent guère le droit du travail. Le SAT est le seul syndicat vraiment actif dans la région. Les membres du syndicat parviennent à organiser des blocages et des grèves, et parfois les entreprises se montrent prêtes à faire des compromis, car elles craignent la force de mobilisation du SOC-SAT. Iels ont également réussi à obtenir des délégué·es dans certaines entreprises par le biais d'élections au comité d'entreprise, ce qui leur permet également d'exercer une influence sur la situation sociale. Grâce à leur réseau international, iels ont pu faire pression sur les grands distributeurs locaux lorsque ceux-ci ne respectaient pas les contrats de travail ou voulaient licencier des travailleurs/euses syndiqué·es. Suite à un reportage de la chaîne de télévision belge RTBF de janvier 2021 sur les conditions de travail chez le grossiste bio Biosavor près d'Almeria, Aldi Belgique a mis fin à leur partenariat. Il ne s'agit là que d'un exemple parmi tant d'autres. Le SOC-SAT collabore également avec les Interbrigadist@s de Berlin, qui s'engagent et publient également des documents médiatiques sur la situation là-bas.

Les bureaux du syndicat sont dépassés par la quantité de demandes et les cas d'exploitation dans la plupart des entreprises agricoles et de conditionnement de fruits et légumes. Ils conti-

Tenerife: Liberté pour les quatre premiers de Las Raíces

Le tribunal de Santa Cruz de Tenerife a condamné à un an de prison avec sursis quatre migrants accusés d'avoir provoqué une émeute dans le camp de Las Raíces à La Laguna. Ils ont été libérés le jour même de leur condamnation – un succès!

Rappelons qu'en février 2020, les premiers camps de réfugié·es géants ouvrent leurs portes à Tenerife et que des milliers de personnes en quête de protection se retrouvent soudainement dans un espace très restreint, dans des hébergements de masse provisoires. Plusieurs fois par jour, ces personnes doivent faire la queue pendant des heures pour obtenir de la nourriture et une douche. Menacées en permanence d'expulsion et plongées dans l'incertitude, l'ambiance parmi elles est devenue explosive et des bagarres ont éclaté dans les camps de Las Raíces et Las Canteras.

Le parquet avait requis une peine de onze ans de prison pour les jeunes en détention provisoire depuis avril 2021.

Le tribunal a critiqué la «version non crédible» des employés de l'ONG qui dirigeaient le camp et qui ont témoigné au procès. Ainsi, au moins en partie, l'accusation a été présentée comme une mascarade et a été démasquée. La condamnation à un an de prison a également été interprétée par les médias espagnols comme une volonté de sauver la face devant le ministère public. Le tribunal s'est-il posé des questions plus précises parce qu'il y avait une attention internationale? Non, le procès n'a pas fait l'objet d'une observation internationale – il y aura encore beaucoup à faire! Toutefois, grâce notamment au soutien du FCE, il a été possible d'assurer une assistance juridique extraordinairement compétente et engagée. Un grand merci et un grand bravo à l'avocate Loueila Mint El Mamy!

Mais plusieurs dizaines d'autres réfugié·es sont encore en prison, rien qu'à Tenerife. Pour un prétendu trafic d'êtres humains, souvent justifié par le fait qu'ils ont pris des responsabilités en traversant l'Atlantique. Et non parce qu'ils auraient reçu de l'argent pour cela. Une inversion classique de la culpabilité, comme dans le cas d'un père dont le fils s'est noyé dans la Méditerranée en fuyant Samos. Le père devra répondre de la mort de son petit garçon devant la justice. Quelle honte pour l'Europe!

Si la communauté internationale n'attire pas l'attention sur ces abus et si la politique européenne n'est pas réorientée, ces personnes risquent de disparaître derrière les barreaux pendant des décennies. Le contraire de la liberté dans une Europe libre.

Johannes Dahmke
Membre FCE - France

nuent de faire face au lobby agro-industriel de la région, avec plus de 90 % des procès gagnés par l'équipe juridique et le travail constant et acharné d'actions syndicales sur le terrain (Le SOC-SAT est le seul syndicat qui a continué d'être actif pendant tous les confinements). Début février, une délégation de Jornaler@s de la région de Huelva se rendra dans le sud de la France.

Le Codetras (collectif de défense des travailleurs/euses étranger·es dans l'agriculture du sud de la France) servira d'intermédiaire pour établir des contacts avec les nombreuses personnes d'Amérique latine et surtout d'Équateur qui travaillent dans le sud de la France. Échange d'expériences, entraide, fêtes com-

munes et bien d'autres choses encore sont au programme. Des journalistes et des scientifiques du Codetras ont participé à la tournée de visites en Andalousie en décembre 2021. Iels ont noué de nombreux contacts, notamment avec un groupe de femmes qui luttent pour leur dignité et leurs droits. Nous en rendrons compte.

Peter Gerber
Codetras

1. <https://www.eldiario.es/politica/supremo-consagra-triple-corrupcion-pp-municipal-autonomica-estatal_1_8267145.html>

2. Exemples de quelques entreprises où il y a eu des conflits syndicaux et de l'exploitation de travailleuses/leurs financées par Triodos Bank: Bio Campojoima, Biosavor, Gliwen Spain et Haciendas Bio.

MEXIQUE

Chiapas

À l'automne 2021, près de 200 zapatistes ont sillonné l'Europe rebelle à la rencontre des luttes, collectifs et associations. Suite à l'accueil en France de cette délégation, à l'initiative de la coordination d'accueil de la région sud-ouest, une dénonciation de la situation toujours plus délétère au Chiapas a été remise au consulat du Mexique à Toulouse, elle était adressée aux différents niveaux d'autorités, depuis le gouvernement du Chiapas jusqu'à la tête de l'État mexicain. Elle a été signée par différents collectifs, dont le Forum Civique Européen. Ce texte revient sur les exactions commises par les groupes paramilitaires qui étaient déjà évoquées dans le numéro 307 d'Archipel: «Zapatistes: Que nous contamine le virus de la résistance et de la rébellion»

En tant que Réseau de résistance et de rébellion du sud-ouest de la France et de soutien à la lutte pour la vie que mènent nos compas zapatistes, adhérent·es à la Sixième déclaration de la Forêt Lacandone, nous dénonçons les violences commises à l'encontre des peuples indigènes du Chiapas en toute impunité malgré les diverses dénonciations documentées adressées aux trois niveaux de gouvernement mexicains. Nous soutenons notamment les communautés de *Moisés y Gandhi* et de *Nuevo San Gregorio* rattachées au Conseil de bon gouvernement¹ *Nuevo Amanecer en Resistencia y Rebeldía por la Vida y la Humanidad* (Nouvelle aube en résistance et en rébellion pour la vie et l'humanité), du Caracol 10 *Floreciendo la Semilla Rebelde*. (fleurit la semence rebelle)

Depuis l'été 2020, la ORCAO, groupe de paramilitaires, a perpétré des actions sous couvert des autorités de la municipalité d'Ocosingo où gouverne le mal nommé Parti Vert (appendice du PRI et qui fait le sale boulot de Morena²), et dont le principal leader est un fonctionnaire de la municipalité. Le gouverneur Rutilio Escandón Cadenas les couvre, en échange des votes que lui a donné le Parti Vert afin d'obtenir la gouvernance du Chiapas. Parmi les actions menées par les paramilitaires de la ORCAO il y a: le saccage, le vol et l'incendie du magasin *El Arco Iris* (l'Arc en ciel) le 22 août 2020, situé au croisement de Cushuljá, municipalité d'Ocosingo. Le 8 novembre 2020, le Conseil de bon gouvernement de *Patria Nueva* a dénoncé «l'enlèvement et la torture d'un compañero base d'appui zapatiste de la communauté de San Isidro, rattachée à Moisés y Gandhi, par l'organisation paramilitaire appelée ORCAO». Le 11 septembre 2021, le groupe paramilitaire

a enlevé deux membres du Conseil de bon gouvernement, José Antonio Sánchez Juárez et Sebastián Núñez Pérez, les maintenant comme disparus jusqu'au 19 septembre. Le 21 novembre, il a une fois de plus attaqué à main armée la communauté de *Moisés y Gandhi* et incendié l'école secondaire autonome zapatiste. Dans la même zone, et depuis novembre 2019, le village de *Nuevo San Gregorio* subit l'invasion de ses terres par le «groupe des 40», dont les leaders sont identifiés et ont été dénoncés publiquement à plusieurs reprises.

Aujourd'hui, de ses 155 hectares, le village ne dispose plus que de 7 hectares, réduisant ses habitant·es à être des paysan·nes sans terre. Malgré une dénonciation de ces actes par le Conseil de bon gouvernement, par l'intermédiaire du Centre des Droits Humains *Fray Bartolomé de las Casas*, datée du 2 décembre, ce même groupe est venu labourer le pré du troupeau collectif, laissant 20 vaches affamées, errant sur la terre retournée. À chaque invasion, les villageois·es de *Nuevo San Gregorio* se sentent «séquestré·es» et ne peuvent plus se déplacer, travailler ou seulement sortir de leur maison, livré·es à la garde des agresseurs, depuis plusieurs points stratégiques. Comble de l'impunité qui règne au Chiapas, il existe des témoignages et des images des liens amicaux qu'entretiennent les envahisseurs et la police municipale de Huixtán. Peut-on donc tout faire au Chiapas sous les yeux de la police ou de l'armée? Voler des terres? Séquestrer des gens? Les déplacer? La notion de respect des droits humains est-elle moins importante que la logique capitaliste de la 4T?³ Les envahisseurs de terres ont mis un prix aux terres qu'ils ont volées: 100.000 pesos l'hectare soit plus de 4300 euros,

un prix exorbitant pour la région. Qui achètera ces terres volées? L'État ou une multinationale de l'électricité qui pourrait enfin construire le barrage projeté il y a quelques années, une fois la vallée débarrassée des zapatistes, gardien·nes des terres et protecteur/trices de la vie?

Cette série d'actes violents a été dénoncée par les Assemblées de bon gouvernement. C'est pourquoi nous exhortons l'État mexicain, qui a pleinement connaissance des faits depuis mars 2020, à entreprendre des actions pour en finir avec les violences, dans le respect total de la terre et du territoire qui appartient à l'EZLN dans le cadre des Accords de San Andrés, la Loi de Concorde et Pacification, la Convention 169 de l'OIT, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes et des États américains. Le 10 janvier, toujours dans cette même région du Caracol 10, la communauté autonome de *16 de Febrero* a été attaquée par un groupe armé, une femme et ses trois enfants ont disparu pendant 24 heures! Nous dénonçons aussi ces disparitions forcées.

Nous dénonçons également l'inaction des trois niveaux de gouvernements face au déplacement de milliers de personnes cette année 2021 dans la région de Aldama pour causes d'attaques de groupes paramilitaires (et dernièrement, 36 attaques à main armée les 7, 8 et 9 janvier 2022, et un zapatiste blessé alors qu'il allait travailler sa *milpa* [parcelle] avec sa famille), ou face à l'assassinat de Simon Pedro Pérez, ex-président de l'organisation pacifiste des *Abejas*, toujours en attente d'une vraie justice suite au massacre d'Acteal en 97.⁴

Comme l'écrivait le sous-commandant Galeano en septembre 2021, le Chiapas est «*au bord de la guerre civile*», une situation créée par l'État mexicain lui-même: depuis 1994, sa stratégie contre-insurrectionnelle a favorisé l'émergence de groupes paramilitaires qui agissent en toute impunité. Il a encouragé le démantèlement

SUISSE/MIGRATION

Chères personnes solidaires

L'incroyable est devenu réalité: hier, nous avons remis plus de 62.000 signatures contre le financement de Frontex à la Chancellerie fédérale à Berne. Celles-ci vont maintenant être envoyées par la chancellerie dans les communes pour vérification. Quoi qu'il en soit, nous pouvons dire que le référendum a abouti! Cette loi qui vise à augmenter la participation de la Suisse à Frontex sera donc soumise au vote le 15 mai 2022.

Ce fut un énorme tour de force, réalisé principalement grâce à l'énergie de jeunes activistes et au soutien des deux professionnels de la collecte *Campax* et *WeCollect*. Nous remercions toutes les lectrices et tous les lecteurs d'Archipel qui se sont engagées.

Les remerciements et les félicitations vont également à MSN (Migrant Solidarity Network) qui ont osé défier tous et toutes en lançant le référendum. Ainsi, la Suisse sera le premier pays européen à pouvoir voter sur la légitimité et le fonctionnement de Frontex.

Nous déclarons d'ores et déjà le 15 mai 2022 comme Journée des droits humains et nous allons gagner le vote! Avec l'aide de toutes et tous...

Claude Braun
Membre FCE – Suisse
Le 21 janvier 2022

Pour plus d'infos:
Référendum NoFrontex: <<https://frontex-referendum.ch/fr/>>
MSN: <<https://migrant-solidarity-network.ch/fr/blog/>>

des *ejidos* [terres collectives] et la division des communautés qui avaient pour usage de gérer collectivement leur vies comme leurs terres. Il promeut et encourage les grands projets capitalistes tels que les mines ou le train maya qui ne peuvent se concrétiser qu'en déplaçant des communautés entières ou en les obligeant à rompre avec leurs us et coutumes. Il crée des programmes «d'aides» comme *Sembrando vida* qui eux aussi favorisent tant la destruction du mode de vie des peuples indigènes et des terres elles-mêmes en incitant à la monoculture productiviste, que l'invasion par la force des terres par des groupes violents (aide versée à condition de posséder plus de 2,5 hectares).

Nous dénonçons la violence exercée sur les peuples indigènes et son impunité. Et nous demandons que les responsables institutionnels agissent comme dans un État de droit, dans le respect de la vie et des droits des peuples. Il est grand temps que les trois niveaux de gouvernements fassent cesser l'escalade de la violence au Chiapas. Nous continuerons à soutenir l'organisation, l'autonomie et la résistance des communautés zapatistes par tous les moyens possibles, car elles luttent pour la vie, pour la protection de la terre et donc pour celle de l'humanité.

Coordination du sud-ouest de la France des collectifs de soutien aux zapatistes
Toulouse, le 14/01/22

1. Les conseils de bon gouvernement sont les instances politiques dont se sont dotés les zapatistes pour exercer leur autogouvernement. Ces instances siègent dans des lieux physiques, appelés caracoles (escargots) qui sont aussi le lien entre l'intérieur des territoires zapatistes et l'extérieur. [NDLR]

2. Le PRI, le Parti Révolutionnaire Institutionnel est le vieux parti qui était au pouvoir au Mexique pendant plus de 70 ans. MORENA, le Mouvement de Régénération Nationale, est le parti relativement récent, actuellement à la tête du pays par le biais de son président Andrés Manuel Lopez Obrador, alias AMLO. [NDLR]

3. La 4T est la quatrième transformation, énorme plan d'investissements de AMLO pour promouvoir des mégaprojets, tous plus nuisibles les uns que les autres, que ce soit au niveau environnemental ou social pour les populations indigènes.

4. en 1997, une manipulation visant à faire croire à un affrontement entre indigènes zapatistes et non-zapatistes (celleux de las abejas) génère un massacre orchestré par des paramilitaires faisant 45 mort-es dans cette communauté tzotile, dont une majorité de femmes et d'enfants. Quelques hommes de main ont été condamnés. Jamais les commanditaires. NDLR

ZONES À DEFENDRE

Plus de patates, moins de béton

Quatre maisons occupées contre le projet d'extension de la Zone d'Activité de Pertuis! A quelques kilomètres au nord d'Aix-en-Provence, dans un Lubéron marqué par des écarts de richesse extrême, au milieu de la plaine de la Durance où les PDG de grandes industries ont établi leurs prés carrés, détruisant peu à peu le cadre de vie local à cause, notamment, du prix vertigineux de l'immobilier, la commune de Pertuis a planifié d'agrandir sa zone d'activité économique de 86 hectares.

Celle-ci compte s'établir en lieu et place de terres agricoles très fertiles, nivelées et irriguées par un complexe mais très efficace système gravitaire et dont 90% sont cultivées actuellement. Le maire Roger Pellenc, sorte d'homme d'affaire aux manettes de la ville est l'instigateur de ce projet mortifère. En effet, il entend bien agrandir son activité industrielle en s'octroyant 30 hectares de la future zone.

Différents collectifs se sont unis pour y faire face et les derniers mois ont été jalonnés de mobilisations sur les terres menacées. Une parcelle a été mise en culture avec une plantation de patates. Plus de 500 personnes sont venues pour la plantation et pour préparer la suite de la lutte lors de cinq grands rassemblements d'entretien de la culture. Les terres de Pertuis ont accueilli des collectifs en lutte venus du Briançonnais, du Var, de Marseille et même les Zapatistes du Chiapas lors de la dernière manifestation. Récoltée au mois d'août, la production est partie alimenter les réseaux de soutien alimentaires de Marseille à Briançon. Cette culture a montré l'intérêt de préserver ces terres précieuses et a permis d'expérimenter, le temps de quelques journées, une agriculture plus désirable, collective, populaire et partageable. Ces actions s'inscrivent surtout dans une stratégie d'occupations festives qui ont ancré la lutte dans un territoire et permis à des personnes de se rencontrer et donner corps à cette mobilisation.

La première saison de culture s'est achevée en août. Nous nous sommes toutes retrouvées samedi 27 novembre pour lancer une nouvelle plantation de fèves et de blé sur des parcelles voisines. Cependant, ces derniers mois nous

ont montré à quel point nous avons besoin d'habiter ce territoire d'une manière beaucoup plus pérenne. Aussi, il a été décidé d'occuper une, puis 4 des maisons promises à la démolition. Cette occupation nous permettra de nous enraciner sur ces terres, de nous consolider et de créer un rapport de force face aux autorités qui souhaitent bétonner ce territoire. En effet, il était temps de faire comprendre au maire et aux aménageurs que ces terres ne seront jamais à eux. Ce projet d'aménagement inutile est une violence de plus infligée au vivant. Il nous est insupportable de voir que malgré l'urgence que nous avons à protéger notre environnement, qu'il soit direct ou global, malgré la détresse sociale qui nous entoure toutes, les gouvernantes sont incapables de sortir d'un modèle capitaliste de destruction, de surproduction et de croissance infinie. En combattant ce projet, c'est aussi ce monde sinistre que nous voulons détruire.

C'est pour cela que nous souhaitons que ce nouveau lieu soit une bulle d'expérimentation, qui nous permette aussi bien de nourrir la lutte que d'imaginer comment nous pourrions vivre nos territoires en dehors des logiques capitalistes. Cette maison sera un lieu où nous pourrions expérimenter l'autonomie mais aussi permettre le lien entre les habitantes de la plaine de la Durance et d'ailleurs. Elle sera une porte de sortie de cette société atomisée, où chacune se croise sans se rencontrer. Ce lien retrouvé nous permettra de poser les bases d'une nouvelle organisation collective et sera l'occasion pour chacune de se réapproprier l'action politique. C'est pourquoi, si cette maison sera un lieu d'habitat, elle sera aussi un lieu ouvert à toutes les luttes présentes sur le territoire sans distinction d'origine, de genre, de classe et de pass.

Jeudi 6 janvier 2022 a eu lieu le procès de la ZAP de Pertuis, un procès gagné puisque le tribunal a accordé la trêve hivernale, en dépit de la requête de la partie adverse de procéder à une expulsion immédiate. A partir d'aujourd'hui, et dans l'attente d'une expulsion attendue à la fin du printemps, nous appelons toutes les personnes qui refusent de laisser enduire de béton des terres produisant de si belles patates, à rester vigilantes et prêtes à défendre la ZAP en cas de tentative d'expulsion, pour une plaine de Pertuis vivante et solidaire!

Des habitantes de la ZAP

* Infos et contacts:
La ZAP (Zone à patates)
513 rue du Gourre d'Aure
F-84120 Pertuis
lazapdepertuis(chez)riseup(point)net
<https://zappertuis.noblogs.org/>
<https://fr.squat.net>

Ainsi que 3 émissions de Radio Zinzine
A Pertuis on a la patate (9 avril 2021, 39'31)
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=5726>
Vive la zap de Pertuis (29 novembre 2021, 29'50)
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=6512>
Défendons la zap de Pertuis (12 décembre 2021, 61'24)
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=6548>



Banderole lors du semis-occupation du 27 novembre 2021 à Pertuis, Vaucluse